

## **I. Résumé du Prospectus**

### **I.1. INTRODUCTION AVEC AVERTISSEMENTS**

#### **I.1.1. Nom et code d'identification internationale des titres (Code ISIN) des Investissements proposés**

L'Offre porte sur des Investissements dans la production et l'exploitation d'Œuvres Audiovisuelles et Œuvres Scéniques éligibles dans le cadre du régime belge de Tax Shelter tel que consacré dans la Loi Tax Shelter, qui ne sont pas soumis à l'admission obligatoire en vue de leur négociation sur un marché réglementé, et ne disposent donc pas d'un code ISIN.

#### **I.1.2. Identité et données de contact de l'Offrant**

L'Offrant est Gallop Tax Shelter SA, dont le siège social est établi à 1930 ZAVENTEM, Wezembeekstraat 3, dont le numéro d'entreprise est 0660.952.654, dont le site Web est [www.galloptaxshelter.be](http://www.galloptaxshelter.be)<sup>1</sup>, joignable sur l'adresse e-mail générale [info@galloptaxshelter.be](mailto:info@galloptaxshelter.be) et par téléphone au numéro +32.2.709.70.00.

#### **I.1.3. Autorité compétente et date d'approbation du Prospectus**

La version néerlandaise du Prospectus a été approuvée le 16 mai 2023 par l'Autorité belge des services et marchés financiers (« FSMA »), établie à 1000 Bruxelles, Rue du Congrès 12-14, et dont le numéro de téléphone est +32.2.220.52.11, en sa qualité d'autorité compétente visée à l'art. 31 du Règlement Prospectus.

#### **I.1.4. Avertissements**

Ce résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus.

Toute décision de réaliser un Investissement dans l'Offre proposée dans ce Prospectus, doit être basée sur l'étude de l'intégralité du Prospectus par l'Investisseur potentiel.

Le risque existe que l'Investisseur n'obtienne pas, ou obtienne seulement partiellement, les rendements potentiels de son Investissement tel que présenté dans le Prospectus, à titre d'avantage fiscal et/ou de Prime Financière. En cas de perte complète ou partielle de l'avantage fiscal, l'Investisseur sera encore taxé sur le surplus de l'exonération fiscale provisoire appliquée, majoré des intérêts fiscaux de retard, et éventuellement également une sanction fiscale (amende).

Lorsqu'une action concernant les informations reprises dans ce Prospectus est introduite devant une instance judiciaire, le demandeur peut, suivant la législation nationale applicable, être amené à supporter les frais de traduction de ce Prospectus avant que l'action judiciaire ne soit introduite.

Seules les personnes qui ont introduit le présent résumé, y compris sa traduction, peuvent être tenues légalement responsables et uniquement si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux parties du Prospectus ou si, en combinaison avec les autres parties du Prospectus, il ne contiendrait pas l'information de base de nature à aider les Investisseurs lorsqu'ils envisagent l'Investissement dans le cadre de l'Offre.

### **I.2. INFORMATIONS ESSENTIELLES CONCERNANT L'OFFRANT**

#### **I.2.1. Qui est l'Offrant des Investissements ?**

**I.2.1.1. Forme juridique, lieu d'établissement, numéro d'entreprise, pays de constitution et droit applicable :** L'Offrant est une société anonyme, dont le siège social est établi Wezembeekstraat 3, 1930 Zaventem, dont le numéro d'entreprise est 0660.952.654, fondée en Belgique le 12 août 2016, soumise au droit belge.

**I.2.1.2. Activités principales :** L'Offrant a été reconnu comme « intermédiaire éligible » aussi bien dans le cadre (1) du régime de Tax Shelter pour les Œuvres Audiovisuelles, le 19 septembre 2016 que (2) du régime de Tax Shelter pour les Œuvres Scéniques, le 20 mars 2017 (copie des agréments jointe en Annexe 4 au

---

<sup>1</sup> Les informations reprises sur [www.galloptaxshelter.be](http://www.galloptaxshelter.be) ne font pas partie du présent Prospectus et n'ont pas été contrôlées ou approuvées en tant que telles par la FSMA dans le cadre de l'approbation du Prospectus

présent Prospectus). L'activité principale de l'Offrant consiste en l'obtention d'Investissements (Tax Shelter) auprès d'Investisseurs, qui, par le biais de la conclusion de la Convention-Cadre nécessaire, participent à la production et l'exploitation d'Œuvres, réalisées par les Sociétés de Production avec qui l'Offrant conclut des Conventions de Mandat.

#### 1.2.1.3. Actionnaires<sup>2</sup>

Actionnaires	Nombre de parts	Pourcentage de parts
NEWEN S.A.S.	496#	80%
Maurits Lemmens	62#	10%
Raf Uten	62#	10%

#### 1.2.1.4. Administrateurs

Nom	Fonction	Début du mandat	Fin du mandat
Maurits Lemmens	Administrateur	12/08/2022	AV 2025
Raf Uten	Administrateur	12/08/2022	AV 2025

#### 1.2.1.5. Commissaire

**Commissaire :** MAZARS BEDRIJFSREVISOREN - REVISEURS D'ENTREPRISES SCRL (B00021), dont le siège social est établi à 1200 WOLUWE-SAINT-LAMBERT, dont le numéro d'entreprise est 0428.837.889, représentée par M. Nuttens Anton (A01892), administrateur. Les rapports d'audit du commissaire sont repris en tant qu'élément des comptes annuels joints en Annexe 5 au présent Prospectus.<sup>3</sup>

#### 1.2.2. Quelles sont les informations financières essentielles concernant l'Offrant ?

Indicateur de Bénéfice & Perte	Clôture 2021	Clôture 2022	
EBITDA	1.848.738 €	1.513.156 €	(1)
Informations concernant le bilan	Clôture 2021	Clôture 2022	
Créance financière nette	-4.679.156 €	-4.176.492 €	(2)
Ratio de liquidité générale	1,3	1,3	(3)
Ratio Total bilan/Fonds propres	4,5	3,9	(4)
Ratio de couverture des intérêts	2,2	1,8	(5)

- (1) EBITDA = « Bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement » - « Amortissements » - « Résultat Financier » ;  
(2) Créance financière nette = « Créances à plus d'un an » + « Créances financières à moins d'un an » - « Valeurs disponibles » ;  
(3) Ratio de liquidité générale = « Actifs Flottants » / « Passifs Flottants » ( « Actifs Flottants » = « Actif Total » - « Actif Immobilisé » ; « Passif Flottants » = « Passif Total » - « Fonds Propres » ) ;  
(4) Ratio Bilan total/Fonds propres = « Passif Total » / « Fonds Propres » ;  
(5) Ratio de couverture des intérêts = « Recettes d'exploitation » / « Dépenses découlant d'intérêts ».

Aperçu du flux de trésorerie	Clôture 2021	Clôture 2022	
Flux de trésorerie nets concernant les activités d'exploitation	+3.107.022	883.437	(6)
Flux de trésorerie nets concernant les activités d'investissements	-9.400	-2.800	(7)
Flux de trésorerie nets concernant les activités de financements	-514.312	-1.383.300	(8)

- (6) Flux de trésorerie nets issus des activités d'exploitation = « Résultat avant impôts » - « Amortissements des immobilisations » - « Résultat financier » + « Variation des besoins en fonds de roulement »  
(7) Acquisition d' « Actifs immatériels »  
(8) Mouvement des moyens financiers

<sup>2</sup> NEWEN S.A.S., le principal actionnaire de l'Offrant, est elle-même liée à TFI (via « Newen Studio's » et « Holding Newen Studio's »).

<sup>3</sup> Les informations des rapports d'audit visés repris dans le présent Prospectus, ont été correctement restituées et – d'après ce que sait l'Offrant et ce qu'il en déduit – il n'y a aucune omission de fait à la suite de laquelle les informations deviendraient incorrectes ou trompeuses.

### 1.2.3. Quels sont les principaux risques spécifiques à l'Offrant ?

1) Risques liés aux activités commerciales et à la branche d'activité de l'Offrant : Il ne peut pas être exclu que la dégradation économique globale liée à la pandémie du SARS-CoV-2 (Coronavirus) pourrait également mener à une dégradation complète de la situation de l'industrie belge de l'art audiovisuel et/ou scénique. Cela pourrait ensuite donner lieu à un manque d'Œuvres valables susceptibles de faire l'objet d'Investissements. Si l'Offrant peut de ce fait proposer moins d'Œuvres, cela ne pourrait avoir une influence négative sur les résultats financiers de l'Offrant. L'Offrant a en outre conclu une convention d'apport avec KBC Securities SA et KBC Bank SA (ensemble « KBC »), par laquelle KBC met des Investisseurs potentiellement intéressés en contact avec l'Offrant. Une éventuelle modification voire résiliation de la collaboration entre l'Offrant et KBC pourrait également avoir pour conséquence que l'Offrant peut obtenir un volume plus restreint d'Investissements (et pourrait donc également proposer moins d'Œuvres à long terme), avec un impact négatif analogue sur les résultats financiers. L'impact négatif de chacune des situations précitées sur les résultats financiers de l'Offrant pourrait à son tour accroître les risques décrits sous le titre 2 ci-dessous

2) Risques liés à la situation financière de l'Offrant : En cas d'insolvabilité éventuelle (et en particulier de faillite) de l'Offrant, l'Investisseur court le risque de perdre (totalement ou partiellement) la Prime Financière qui a été retenue par l'Offrant à concurrence du montant maximum légal, sur les montants de l'Investissement versés à la Société de Production. En outre, pareille insolvabilité pourrait également avoir pour conséquence que l'Investisseur ne peut pas faire appel aux obligations d'indemnisation contractées par l'Offrant par le biais de la Convention-Cadre. En théorie, pareille insolvabilité pourrait en soi également être la conséquence du fait que l'Offrant doit simultanément répondre à diverses réclamations d'Investisseurs à la suite de fautes massives et simultanées commises par l'Offrant. Etant donné que les obligations, garanties et déclarations de l'Offrant reprises dans la Convention-Cadre sont cependant limitées (cf. art. 6.1. à art. 6.5. inclus de la Convention-Cadre), l'Offrant estime ce risque limité. L'Offrant attire en outre l'attention sur la pratique d'octroi d'avances à des projets de Sociétés de Production pour lesquels des Conventions-cadre ont déjà été signées, mais dans le cadre desquels les Investissements n'ont pas encore été versés par les Investisseurs. Ce système emporte un certain risque de crédit. Si des Investisseurs ne procèdent plus, de manière massive, au versement des Investissements convenus, et que l'Offrant ne peut attirer de nouveaux Investissements à concurrence du montant de ces Investissements non versés, la stabilité financière de l'Offrant peut être compromise. Et bien que l'Offrant ait pu déposer un résultat positif pendant l'exercice comptable écoulé – malgré la pandémie du SARS-CoV 2 (« Coronavirus ») qui sévissait déjà – on ne sait pas encore combien de temps la pandémie va perdurer et quelles en seront les conséquences sur l'économie. De ce fait, une poursuite du recul des Investissements n'est pas à exclure. Étant donné que l'Offrant a cependant presque uniquement des frais variables (qui augmentent et diminuent en fonction respectivement de la hausse et la baisse du nombre d'Investissements obtenus), une hausse plus restreinte du chiffre d'affaires aurait des conséquences plus restreintes sur le résultat financier. La trésorerie de l'Offrant ne serait de ce fait pas compromise étant donné que les frais variables habituels que l'Offrant doit couvrir concernent un pourcentage des, et sont acquittés grâce aux moyens reçus à titre d'Investissement. L'Offrant souligne par contre l'effet indirect qui veut que, si le résultat financier est plus limité, (1) les fonds propres pourront croître moins rapidement et le ratio « montant total des moyens attirés sans Attestations de Tax Shelter délivrée » / « fonds propres de l'Offrant » serait potentiellement plus important et (2) de ce fait, le risque d'insolvabilité de l'Offrant à la suite de la potentielle incapacité à acquitter les éventuelles réclamations d'Investisseurs grandirait également.

3) Risques de contrôle : Lorsque l'Offrant récolte des Investissements pour le compte de Gardner and Domm SA ou Het Laatste Bedrijf SRL, il existe un risque que des conflits d'intérêts surviennent. La conséquence potentielle est que NEWEN S.A.S., Maurits Lemmens et Raf Uten, qui sont chacun actionnaires dans la même proportion dans chacune des sociétés précitées, se retrouvent dans une position les contraignant à prendre des décisions pouvant avoir un impact négatif sur la position de l'Offrant. Lorsque l'Offrant récolte des Investissements pour le compte de Gardner and Domm SA, et qu'il s'agit d'une (co)production avec De Mensen SA, Skyline Entertainment SA ou Les Gens SA, des conflits d'intérêts peuvent également surgir, étant donné que NEWEN S.A.S., Maurits Lemmens et Raf Uten détiennent également, directement ou indirectement, des parts dans ces sociétés du Groupe De Mensen. Et pareille situation peut également se produire au niveau de l'administration, en particulier dans le chef de Maurits Lemmens et Raf Uten, qui sont non seulement administrateurs de l'Offrant, mais aussi (par le biais ou non de leur société respective Zaaf SRL et Karaboudjan SRL) de Gardner and Domm SA et Het Laatste Bedrijf SRL, ainsi que, directement ou non et le cas échéant avec les administrateurs désignés par NEWEN S.A.S., des autres sociétés du Groupe De Mensen. Enfin, si les actionnaires / administrateurs de l'Offrant disparaissaient tous de l'Offrant ou des Sociétés de Production liées, cela pourrait aboutir à une diminution des

Œuvres dans lesquelles il est possible d'investir ; cela si les actionnaires / administrateurs concernés des Sociétés de Production liées décidaient de moins travailler ou de ne plus travailler avec l'Offrant.

### **I.3. INFORMATIONS ESSENTIELLES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS, OBJET DE L'OFFRE**

#### **I.3.1. Quelles sont les caractéristiques principales des Investissements, objet de l'Offre ?**

La Loi Tax Shelter met en place un régime par lequel l'Investisseur peut obtenir un rendement potentiel total composé de (1) une exonération fiscale et (2) une Prime Financière par la signature d'une Convention-Cadre en vue d'un Investissement dans la production et l'exploitation d'une Œuvre.

**Exonération fiscale :** La loi Tax Shelter prévoit qu'un Investisseur qui, en exécution d'une Convention-Cadre, investit dans la production et exploitation d'une Œuvre obtient une *exonération fiscale provisoire* au cours de la période imposable durant laquelle la Convention-Cadre est signée, laquelle est égale à 421% de cet Investissement (mais limitée à 203% de la valeur fiscale attendue de l'Attestation Tax Shelter suivant le Budget proposé dans la Convention-Cadre), pour autant que les montants auxquels l'Investisseur s'est engagé en exécution de la Convention-Cadre aient été également effectivement versés par cet Investisseur dans les trois mois<sup>4</sup> suivant la signature de cette Convention-Cadre. L'exonération fiscale provisoire *peut devenir définitive* pour autant que toutes les conditions qui s'y rapportent soient respectées par l'intéressé, et à condition que le SPF Finances délivre l'Attestation Tax Shelter au plus tard le 31 décembre de la quatrième<sup>6</sup> année suivant l'année au cours de laquelle la Convention-Cadre a été signée. Au cas où l'Investisseur ne reçoit pas l'Attestation Tax Shelter au plus tard le 31 décembre de la quatrième<sup>7</sup> année suivant l'année au cours de laquelle la Convention-Cadre a été signée, le bénéficiaire provisoirement exonéré précédemment sera intégralement considéré comme bénéficiaire de la période imposable au cours de laquelle l'Attestation Tax Shelter pouvait être délivrée. L'exonération fiscale définitive est en tout cas limitée à 203% de la valeur fiscale de l'Attestation Tax Shelter. Afin que, pour un Investissement de 100.000 EUR, l'exonération fiscale provisoire de 421.000 EUR soit intégralement et définitivement exonérée, la valeur fiscale de l'Attestation Tax Shelter devra s'élever en conséquence à au moins 207.389,16 EUR.

**Prime Financière:** L'Offre contient également une Prime Financière, comme indemnisation pour la mise à disposition de sommes, objet de l'Investissement, en faveur de la Société de Production. La Loi Tax Shelter autorise la Société de Production à payer une Prime Financière à l'Investisseur au pro rata du nombre de jours écoulés entre la date du premier versement par l'Investisseur en exécution de la Convention-Cadre et la date de la délivrance de l'Attestation Tax Shelter, mais avec un maximum de 18 mois après la date du premier versement par l'Investisseur. Le taux d'intérêt maximum sur une base annuelle ne peut être supérieur à celui de l'EURIBOR moyen sur 12 mois du dernier jour de chaque mois du semestre calendrier précédant le versement de l'Investisseur, augmenté de 450 points de base. Ce taux de référence EURIBOR est calculé deux fois par an (le 1er juillet et le 1er janvier). L'Offrant retiendra la Prime Financière, au *pro rata* de l'indemnité maximale correspondant à la durée maximale de 18 mois, sur les Investissements transférés à la Société de Production.

---

<sup>4</sup> Le délai de versement peut être prolongé de trois nouveaux mois dans la mesure où (1) le délai initial de 3 mois prend fin après le 20 mars 2020 et (2) l'Investisseur peut démontrer qu'à la suite des mesures prises par le gouvernement pour lutter contre le COVID-19, soit il ne disposait pas des liquidités nécessaires à l'issue du délai initial, soit il a utilisé ses liquidités pour sauver ou relancer son activité. Si à l'issue de ce délai prolongé de 3 mois, l'Investisseur n'est toujours pas en mesure de verser la totalité du montant, le montant de l'Investissement promis (sous des conditions supplémentaires) peut être adapté en fonction des montants effectivement versés. Cette mesure temporaire s'applique aux Conventions-Cadres signés jusqu'au 30 juin 2021.

<sup>6</sup> Le délai dans lequel les dépenses qualifiantes doivent être faites peut être prolongé d'un délai supplémentaire de 12 mois, à condition que la Société de Production puisse démontrer que l'Œuvre en question a directement subi des dommages à la suite des mesures promulguées par le gouvernement dans le cadre de la pandémie du COVID-19, et ce pour les Conventions-Cadres signés jusqu'au 30 juin 2021 et pour lesquels l'Attestation Tax Shelter n'a pas encore été demandée. Si les conditions pour bénéficier de cette prolongation de délai ont été remplies, la loi prévoit que le délai dans lequel l'Attestation Tax Shelter doit être délivrée, est prolongé au plus tard jusqu'au 31 décembre de la cinquième (au lieu de la quatrième) année qui suit l'année au cours de laquelle le Convention-Cadre a été signé.

<sup>7</sup> Doit ici aussi être modifié en *cinquième* année en cas d'application de la mesure d'exception visé dans la précédente note de bas de page 5.

### 1.3.2. Où seront négociés les Investissements objet de l'Offre ?

Les Investissements sous le régime Tax Shelter ne sont pas soumis à l'autorisation obligatoire en vue de leur négociation sur un marché réglementé.

### 1.3.3. Y a-t-il une garantie liée aux Investissements objet de l'Offre ?

Aucune garantie, telle que visée en annexe 21 au Règlement Délégué (UE) 2019/980, n'est liée aux Investissements objet de l'Offre. L'Offrant veille par contre à contracter une Assurance Tax Shelter en couverture de la perte totale ou partielle de l'avantage fiscal par l'Investisseur, si cela est la conséquence du non-respect des conditions légales d'exonération prévues par la Loi Tax Shelter, mais sous réserve des conditions d'assurabilité et causes spécifiques et générales d'exclusion faisant l'objet des polices d'assurance en question, auxquels cas l'assureur ne peut pas être tenu de verser une indemnité. Cette Assurance Tax Shelter est mise à disposition de chaque Investisseur de manière standard et gratuite. Les frais de cette Assurance Tax Shelter sont supportés par la Société de Production. Le coût de l'Assurance Tax Shelter est imputé au budget de la production. L'indemnité qui sera le cas échéant versée à l'Investisseur, est égale au montant de l'accroissement d'impôt et des intérêts de retard sur cette partie d'impôt qui est proportionnellement liée au bénéfice précédemment exonéré en application de la Convention-Cadre (indemnisation des intérêts de retard également plafonnée à 14%<sup>9</sup> maximum du montant de l'avantage fiscal initialement prévu). Si en outre l'indemnité à verser est également imposable dans le chef de l'Investisseur, la police d'assurance prévoit l'augmentation de l'indemnité avec le montant de ces impôts (l'ainsi dénommé « brutage »)<sup>10</sup>. En raison des limitations imposées par la Loi Tax Shelter, les éventuelles amendes fiscales demeurent toujours à charge de l'Investisseur. L'assureur de l'Assurance Tax Shelter est Circles Group S.A., dont le siège social est établi à L-8399 Windhof (Luxembourg), rue d'Arlon 6 (n° Commassu : 2001CM0005), dont le site Internet est [www.circlesgroup.com](http://www.circlesgroup.com)<sup>11</sup> et dont l'adresse e-mail générale est [info@circlesgroup.com](mailto:info@circlesgroup.com). L'Investisseur est expressément invité à prendre sérieusement connaissance des conditions de police (reprenant toutes les conditions d'assurabilité ainsi que tous les motifs d'exclusion spécifiques et généraux) avant de procéder à l'Investissement. L'Offrant signale en particulier les exclusions spécifiques suivantes, liées aux caractéristiques intrinsèques du produit Tax Shelter : Tout d'abord, la garantie ne prend effet qu'à la notification de la Convention-Cadre par la Société de Production au SPF Finances. En outre, l'assureur n'est pas tenu d'indemniser dans les cas suivants :

- si l'Investisseur ne verse pas le montant de l'Investissement auquel il s'est engagé en vertu de la Convention-Cadre dans les trois mois de la signature de la Convention-Cadre ;
- si l'Investisseur ne joint pas à sa déclaration d'impôt pour la période imposable au cours de laquelle il demande l'exonération définitive, la copie de l'Attestation Tax Shelter, qu'il a reçue de l'Offrant ou de la Société de Production ;
- si l'Investisseur n'est pas une société belge ou l'établissement belge d'un contribuable conformément à l'article 227, 2° CIR'92 ;
- si l'Offrant n'est pas un « Intermédiaire éligible » tel que visé à l'article 194ter CIR'92 et/ou si son assurance de responsabilité professionnelle n'offre pas une couverture d'au moins 1.250.0000 € ;
- pour des plaintes d'origine artistique ;
- pour des plaintes liées à la promotion et distribution de l'Œuvre, sauf s'il en a été expressément convenu autrement pour l'Œuvre concernée.

### 1.3.4. Quels sont les principaux risques spécifiques aux Investissements objet de l'Offre ?

1) Risque concernant la non-obtention ou l'obtention seulement partielle de l'avantage fiscal : Afin que l'Attestation Tax Shelter puisse être délivrée et que cette Attestation Tax Shelter aboutisse dans le chef de l'Investisseur à l'obtention de l'intégralité de l'exonération fiscale définitive proposée, diverses dispositions de

<sup>9</sup> Le maximum de 14% correspond aux intérêts fiscaux de retard dus, le cas échéant, sur une période maximale de 3,5 ans, calculés au taux d'intérêt de 4% applicable à la date de publication du présent Prospectus. Si le taux d'intérêt pour les intérêts fiscaux de retard change pendant la durée de l'Offre, le montant maximal couvert par l'Assurance Tax Shelter sera également ajusté en conséquence  $([3,5 \text{ ans}] \times [\text{nouveau taux d'intérêt}] = X \%)$ .

<sup>10</sup> Le « Brutage » est égal au montant de l'indemnité initialement octroyée au titre de couverture de l'augmentation d'impôts et des intérêts de retard multiplié par le taux d'imposition à l'impôt des sociétés applicable à cette indemnité initialement octroyée, divisé par un (1) moins le taux d'imposition à l'impôt des sociétés d'application à l'indemnité complémentaire octroyée.

<sup>11</sup> Les informations reprises sur [www.circlesgroup.com](http://www.circlesgroup.com) ne font pas partie de ce Prospectus et n'ont pas été contrôlées ou approuvées en tant que telles par la FSMA.

la Loi Tax Shelter doivent être respectées. A défaut de cela, l'Investisseur perdra totalement ou partiellement l'avantage fiscal, dans le sens que l'Investisseur ne sera pas remboursé des montants investis et qu'il sera imposé sur le surplus de l'exonération fiscale provisoire appliquée, avec, outre cet impôt, également le fait que des intérêts fiscaux de retard seront dus (et probablement également une sanction fiscale (amende)). Une telle situation peut survenir :

- a. à la suite de la non-réalisation ou réalisation insuffisante des dépenses qualifiées exigées ;  
Pour que la valeur fiscale de l'Attestation Tax Shelter soit suffisante pour que l'exonération fiscale provisoire dans le chef de l'Investisseur devienne intégrale et définitive, la Société de Production doit, conformément à la Loi sur le Tax Shelter, faire suffisamment de dépenses belges qualifiantes, qui ont un lien direct suffisant avec la production et l'exploitation de l'Œuvre. Si la Société de Production n'y parvient pas, cela résulte sur une valeur fiscale de l'Attestation Tax Shelter inférieure à celle prévue. L'Investisseur perdra alors totalement ou partiellement (et proportionnellement au manque de dépenses belges qualifiantes) l'avantage fiscal visé. La responsabilité relative à la réalisation suffisante de dépenses locales, repose sur la Société de Production ;
- b. à la suite de l'insolvabilité de la Société de Production ;
- c. l'absence de délivrance dans les délais de l'Attestation Tax Shelter, y compris le risque de non-achèvement (à temps) de l'Œuvre ;
- d. le fait que l'Investisseur ne répond pas aux conditions légales prévues par la Loi Tax Shelter ;
- e. le fait que la Société de Production ne soit pas (plus) qualifiée de « Société de Production éligible » ;
- f. l'absence de notification (à temps) de la Convention-Cadre au SPF Finances ;
- g. la suspension ou la perte par l'Offrant de son agrément en tant que « intermédiaire éligible » ;

Jusqu'à la date du présent Prospectus, le SPF Finances n'a pas refusé la moindre Attestation Tax Shelter pour des Œuvres dans lesquelles l'Offrant a investi. Chacune des Attestations Tax Shelter a été délivrée pour la valeur fiscale totale prévue.<sup>13</sup> Bien que l'Offrant n'ait aucune indication que certaines Attestations Tax Shelter ne seraient pas délivrées (ou ne le seraient que pour une partie de la valeur fiscale prévue), l'historique précité ne garantit pas que toutes les Attestations Tax Shelter seront effectivement délivrées à l'avenir (pour la totalité de la valeur fiscale prévue).

Si, en outre, certaines mesures visant à réduire les risques, élément de l'Offre (comme par exemple l'Assurance Tax Shelter), ne seraient pas effectives à cause de circonstances concrètes, l'Investisseur ne pourra pas recevoir de compensation, ou seulement partiellement, pour les pertes subies.

**2) Risque lié au caractère variable du taux d'imposition à l'impôt des sociétés :** Si un Investisseur PME (= une « petite société » conformément à l'article 1:24 du Code des Sociétés et des Associations) est (partiellement) soumis au taux réduit à l'impôt des sociétés de 20% sur la première tranche de bénéfice imposable de 100.000 EUR, il doit être tenu compte du fait que ce rendement fiscal pourrait être négatif s'il dispose d'un bénéfice imposable insuffisant.

<sup>13</sup> Évolution des Attestations Tax Shelter demandée

Année	Demandes d'attestation	Nombre total d'œuvres	Rapport	# Attestations obtenues cumul	Nombre total d'œuvres cumul	Rapport
2016	1	1	100,00%	1	1	100,00%
2017	11	11	100,00%	12	12	100,00%
2018	39	39	100,00%	49	49	100,00%
2019	15	38	39,74%	57	80	71,25%
2020	12	32	37,50%	62	101	61,39%
2021	3	38	7,89%	62	130	47,69%
2022	0	64	0,00%	62	181	34,25%

Évolution des Attestations Tax Shelter obtenues

Année	# Attestations obtenues	Nombre total d'œuvres	Rapport	# Attestations obtenues cumul	Nombre total d'œuvres cumul	Rapport
2016	1	1	100,00%	1	1	100,00%
2017	11	11	100,00%	12	12	100,00%
2018	38	39	97,44%	48	49	97,96%
2019	5	38	13,16%	48	80	60,00%
2020	1	32	3,13%	48	101	47,52%
2021	0	38	0,00%	48	130	36,92%
2022	0	64	0,00%	48	181	26,52%

### 3) Risque concernant la non-obtention ou l'obtention partielle de la Prime Financière :

- à la suite d'une incapacité totale ou partielle de paiement par l'Offrant pour cause de réclamations de tiers, mesures de saisie ou faillite de l'Offrant ;
- parce que l'Attestation Tax Shelter est obtenue avant la durée *maximum* légale de 18 mois, à la suite de quoi, conformément aux dispositions pertinentes de la Loi Tax Shelter, la Prime Financière ne peut être versée à l'Investisseur qu'au pro rata du temps effectivement écoulé ;
- en raison de l'impossibilité de récupérer le solde des avances octroyées par l'Offrant aux Sociétés de Production pour lequel une Convention-Cadre a déjà été signée, sans que les Investissements n'aient encore été versés par les Investisseurs concernés ; si des Investisseurs, de manière soudaine et massive, ne procédaient plus au versement des Investissements convenus et que l'Offrant disposait par conséquent de moyens financiers insuffisants pour payer les Investisseurs.

4) Risques liés à la résolution de la Convention-Cadre : Si l'Investisseur manque à une ou plusieurs de ses obligations, déclarations ou garanties reprises dans la Convention-Cadre, la Société de Production et/ou l'Offrant sont en droit, en vertu de l'article 8.5 de la Convention-Cadre, de résoudre unilatéralement la Convention-Cadre. Les montants déjà versés par l'Investisseur reviennent alors définitivement à la Société de Production et à l'Offrant. En conséquence, l'Investisseur n'aura pas droit à un avantage fiscal. Conformément à l'article 4.3. de la Convention-Cadre, la Convention-Cadre sera automatiquement résiliée si l'Investisseur ne verse pas à temps le montant intégral de l'Investissement convenu, c'est à dire dans un délai de 3 mois après la date de signature de la Convention-Cadre. Le cas échéant, l'Investisseur ne pourra bénéficier ni de l'avantage fiscal, ni de la Prime Financière proposée. En outre, l'Investisseur sera redevable le cas échéant envers l'Offrant, d'une indemnité forfaitaire de 18% du montant visé au titre d'Investissement.

### 5) Risques liés à l'Assurance Tax Shelter :

- Le risque existe qu'en cas de non-respect de certaines conditions d'assurabilité ou d'application d'un motif d'exclusion, l'Assureur Tax Shelter n'intervienne pas et que l'Investisseur n'acquiert pas l'avantage fiscal, ou seulement partiellement. En cas d'exclusions générales, le motif d'exclusion repris est notamment le suivant : « dommages, directement ou indirectement liés à [...] une pandémie [...] ». Cela signifie que lorsque l'Investisseur a recours à l'Assurance Tax Shelter mais que l'assureur Tax Shelter démontre que la perte résulte (des effets) de la pandémie du SARS-Cov-2 (« Coronavirus »), l'assureur Tax Shelter peut refuser l'indemnité ;
- En outre, sur la base d'une propre analyse du sinistre, l'assureur Tax Shelter pourrait refuser de ne pas procéder au paiement à l'Investisseur. Si l'Investisseur n'est pas d'accord avec cette décision, celui-ci devra s'adresser directement à l'assureur Tax Shelter et devra éventuellement entamer une procédure judiciaire ;
- Comme pour toutes les entreprises, le risque existe que l'assureur Tax Shelter rencontre des difficultés financières ou se retrouve en état de faillite, et que l'Investisseur ne puisse le cas échéant pas récupérer la perte de l'avantage fiscal visé par le biais de l'Assurance Tax Shelter.

## **I.4. INFORMATIONS ESSENTIELLES CONCERNANT L'OFFRE**

### **I.4.1. *Suivant quelles conditions et quel calendrier puis-je faire un Investissement dans le cadre de l'Offre ?***

L'Offre s'adresse aux sociétés belges qui sont soumises à l'Impôt des Sociétés et aux établissements belges des contribuables visés à l'article 227, 2° CIR'92 (établissements belges de sociétés étrangères qui sont soumis en Belgique à l'Impôt des Non-Résidents), qui réalisent des bénéfices imposables en Belgique et qui ne sont pas (i) des Sociétés de Production Éligibles, telles que visées par la Loi Tax Shelter, ou des Sociétés de Production similaires non agréées, ou des sociétés liées à celles-ci au sens de l'article 1:20 du Code des Sociétés et des Associations ni (ii) des entreprises de télédiffusion. Pour participer à l'Offre, l'Investisseur doit signer une Convention-Cadre, conformément au modèle joint en Annexe 2.a. (Œuvre Audiovisuelle), ou en Annexe 2.b. (Œuvre Scénique) à ce Prospectus.

L'Investissement minimal exigé dans le cadre de l'Offre s'élève à 5.000 EUR par Investisseur.

L'exonération fiscale maximale pour un Investisseur qui, pendant la période imposable au cours de laquelle il signe une Convention-Cadre, est soumis au taux d'imposition (normal) à l'impôt des sociétés (= 25,00%) s'élève en principe à 1.000.000 EUR, ce qui implique que l'Investissement maximal dans le cadre de l'Offre est égal, le

cas échéant, à 237.529,69 EUR<sup>16</sup>. Pour chaque Investisseur, l'exonération fiscale provisoire est limitée à 50% des bénéfices réservés imposables de la période imposable pendant laquelle une Convention-Cadre est signée. L'Offre est gratuite pour l'Investisseur. Ce n'est que si l'Investisseur souhaite obtenir une garantie bancaire optionnelle pour couvrir la perte de la Prime Financière, que les frais y relatifs seront mis à sa charge. L'Offre court du 18 mai 2023 au 15 mai 2024, à moins que le montant maximal à obtenir de 22.500.000 EUR ait été atteint avant cette date de fin.

#### *1.4.2. Pourquoi ce Prospectus a-t-il été rédigé ?*

Ce Prospectus a été rédigé conformément aux dispositions de l'article 194ter, §12 CIR'92 et de l'article 7 de la Loi Prospectus. L'Offre a pour but de permettre aux sociétés belges qui sont soumises à l'Impôt des Sociétés et aux établissements belges des contribuables visés à l'article 227, 2° CIR'92, de bénéficier, sous certaines conditions et dans certaines limites, d'avantages fiscaux rendus possibles par la Loi Tax Shelter.

---

<sup>16</sup> L'exonération fiscale maximale est en effet de 421% de l'Investissement.  $237.529,69 \times 421\% = 1.000.000$ .